



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-De-Marsan

Mont-De-Marsan, le 23/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EURALIS CEREALES – Hagetmau

Avenue Gaston Phoebus
64 230 Lescar

Code AIOT : 0005201584

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement EURALIS CEREALES - Hagetmau implanté Route de Saint-Sever 40 700 Hagetmau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURALIS CEREALES - Hagetmau
- Route de Saint-Sever 40700 Hagetmau
- Code AIOT : 0005201584
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Euralis-Céréales, situé à Hagetmau, a pour activité le stockage et l'expédition de Mais. La société est autorisée à exploiter sous l'arrêté préfectoral n° 37 du 30 janvier 1987 régularisant les activités du site soumis à autorisation au sein de la rubrique 2160-1a de la nomenclature des installations classées pour un volume de 22 000 m³.

Le site d'Hagetmau est organisé autour de 2 activités :

- réception, stockage et expédition de maïs de consommation essentiellement,
- activité de négoce avec les approvisionnements classiques de la zone agricole environnante en :
 - produits phytosanitaires solides et liquides,
 - engrais solide en vrac ou en sac,
 - semences.

Aucune activité de séchage n'est effectuée sur site, les céréales issues du champ étant réceptionnées, transportées sur un autre site où elles sont séchées puis stockées dans le silo à Hagetmau. Cependant, 3 séchoirs (2x LACOMBE et 1x COMINOR) alimentés au gaz naturel sont présents sur site. Ces installations ne sont plus utilisées, ni entretenues.

Le stockage de céréales se faisant de moins en moins sur le site, l'entreprise se diversifie sur du conseil phytosanitaire auprès des agriculteurs. Pour ce faire, le Groupe Euralis-Céréales a créé la Sté Distrialis.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 29/04/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis le 18 novembre 2024 un porter à connaissance relatif à la mise à jour de son tableau de classement ICPE de son établissement situé à Hagetmau. Il déclare avoir cessé les activités suivantes :

- arrêt de l'activité d'extrusion de soja, actée par l'arrêté préfectoral n°818 du 2 décembre 2002;
- arrêt du stockage d'ammoniac ; arrêt de l'activité de séchage de grains ; arrêt de l'activité d'égrenage ;
- arrêt de l'utilisation du silo plat à grain n°1.

Le cas échéant l'exploitant n'est plus soumis à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif au régime de l'enregistrement pour la rubrique ICPE 2160. Il devient soumis à l'arrêté ministériel du 28 décembre 2012 relatif au régime de la déclaration pour la rubrique ICPE 2160.

Il sera proposé à Mme la préfète de prendre un arrêté préfectoral complémentaire en pièce-jointe de ce rapport relatif à la mise à jour du tableau de classement de l'établissement Euralis à Hagetmau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté préfectoral de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/04/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée :

La société EURALIS, exploitant une coopérative de céréale sur la commune de HAGETMAU est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé :

- assurant ou effectuant, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place, conformément aux référentiels en vigueur .

Constats :

L'exploitant a porté à la connaissance de Madame la Préfète, par courrier recommandé du 27 mai 2024, la cessation d'activité d'un silo plat d'environ 9 000 m³.

Il a également transmis, le 18 novembre 2024 par pli recommandé, un porter à connaissance de modification de l'établissement situé à Hagetmau. Ce porter à connaissance est relatif à la mise à jour du tableau de classement de l'établissement, suite aux cessations des activités déclarées ci-dessous :

- arrêt de l'activité d'extrusion de soja, acté par l'arrêté préfectoral n°818 du 2 décembre 2002 ;
- arrêt du stockage d'ammoniac ; arrêt de l'activité de séchage de grains ;
- arrêt de l'activité d'égrenage ;
- arrêt de l'utilisation du silo plat à grain n°1.

Il apparaît que le site d'Hagetmau est désormais soumis au régime de la déclaration pour la rubrique 2160, conformément à l'article R.511-69, annexe 3 du Code de l'environnement. En effet, l'exploitant a conservé le stockage de grains dans le silo plat n°2, dont le volume est inférieur à 15 000 m³.

Le cas échéant, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 avril 2024 n'est plus applicable à l'établissement. Ce sont les prescriptions ministérielles relatives au régime de déclaration qui s'appliquent à l'activité. Par conséquent, l'activité de silos et installations de stockage de grains de l'établissement situé à Hagetmau est désormais soumise à l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le silo plat à grain n°1 ne contenait ni céréales, ni grains, ni produits alimentaires.

Un arrêté préfectoral complémentaire en annexe de ce rapport sera proposé à la signature de Mme la préfète afin de mettre à jour le tableau de classement de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriés aux risques,

notamment :

- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, d'un débit minimum de 60 m³/h chacun pendant deux heures), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes d'une capacité en rapport avec le sinistre potentiel à combattre, au minimum de 120 m³ ; la combinaison de ces moyens est possible, sous réserve de pouvoir disposer d'une ressource globale de 60 m³/h pendant deux heures exploitables par les engins de pompe ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- des colonnes sèches dédiées.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont protégés contre le gel et sont munis de raccords normalisés. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont accessibles en toute circonstance.

Le réseau d'eau incendie est conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les colonnes sèches sont en matériaux incombustibles. Elles sont prévues dans les tours de manutention et sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins annuelles.

Constats :

L'exploitant a transmis par courrier recommandé du 27 mai 2024 et du 17 janvier 2025 les documents suivants :

- procès-verbal de contrôle des extincteurs 2023 ;
- procès verbal de contrôle des extincteurs 2024 ;
- plan d'implantation des poteaux incendie ;
- les rapports des tests effectués sur les trois poteaux incendie identifiés pour la lutte contre l'incendie de l'établissement en date du 15 janvier 2025.

Dans le cadre du porter à connaissance du 15 novembre 2024, transféré par pli recommandé le 18 novembre 2024, l'exploitant a transmis le récolement à l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 : "Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable." Il apparaît qu'il ne sollicite pas de dérogation à cet arrêté ministériel. Par ailleurs, l'exploitant indique être conforme à l'article 4.3, relatif aux moyens de secours contre l'incendie.

Il a été constaté, le jour de la visite d'inspection, les dispositions suivantes :

- les trois poteaux à incendie étaient implantés à moins de 200 mètres des zones à risques, ils étaient accessibles et indépendants du réseau d'eau industrielle;
- Les débits des trois poteaux incendie relevés à 1 bar étaient supérieurs à 60 m³/h lors des tests réalisés le 15 janvier 2025 (poteau n°44 : 164 m³/h ; poteau n°73 : 102 m³/h ; poteau n°72 : 125 m³/h);
- les extincteurs présents sur site étaient correctement entretenus et contrôlés annuellement par un organisme agréé (dernier contrôle réalisé en mars 2024 comme indiqué dans le dernier procès verbal de contrôle en date du 07 mars 2024 et transmis par courrier le 27 mai 2024),
- le plan d'implantation des poteaux incendie était disponible sur site,
- un moyen de communication aux secours était présent en salle de contrôle ;
- il n'existe plus de colonne sèches en activités suite à l'arrêt de l'activité de séchage.

Type de suites proposées : Sans suite